



CHAMBRE DES DÉPUTÉS  
GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG

Session ordinaire 2021-2022

CC/CE

P.V. CULT 05

**Commission de la Culture**

**Procès-verbal de la réunion du 5 mai 2022**

**La réunion a eu lieu par visioconférence**

Ordre du jour :

1. Approbation des projets de procès-verbal des réunions des 13 et 27 janvier 2022
2. 7984 Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 25 juin 2004 portant réorganisation des instituts culturels de l'État
  - Désignation d'un rapporteur
  - Présentation du projet de loi
3. Présentation du plan de gestion concernant les éléments et patrimoine culturels faisant partie intégrante du Geopark Müllerthal (demande du groupe CSV du 22 avril 2022)
4. Explications sur les développements les plus récents quant à la gestion interne du Centre national de l'audiovisuel (demande du groupe politique CSV du 22 avril 2022)
5. 7963 Projet de loi relatif aux commandes publiques d'oeuvres artistiques et portant modification de la loi modifiée du 8 avril 2018 sur les marchés publics
  - Désignation d'un rapporteur
  - Présentation du projet de loi
6. Divers

\*

Présents : Mme Nancy Arendt épouse Kemp, Mme Simone Asselborn-Bintz, M. André Bauler, Mme Djuna Bernard, M. Fred Keup, M. Pim Knaff, Mme Josée Lorsché, M. Georges Mischo, Mme Octavie Modert, Mme Lydia Mutsch, Mme Nathalie Oberweis, Mme Viviane Reding

Mme Sam Tanson, Ministre de la Culture

Mme Beryl Bruck, Ministère de la Culture

M. Chris Backes, Ministère de la Culture

Mme Catherine Decker, Ministère de la Culture

M. Jo Kox, Ministère de la Culture

Mme Carole Closener, de l'Administration parlementaire

Excusés : Mme Semiray Ahmedova, M. Emile Eicher, Mme Lydie Polfer  
M. Sven Clement, observateur délégué

\*

Présidence : Mme Djuna Bernard, Présidente de la Commission

\*

**1. Approbation des projets de procès-verbal des réunions des 13 et 27 janvier 2022**

Les projets de procès-verbal des réunions des 13 et 27 janvier 2022 sont approuvés par les membres de la Commission.

**2. 7984 Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 25 juin 2004 portant réorganisation des instituts culturels de l'État**

- Désignation d'un rapporteur

Mme Djuna Bernard est désignée rapportrice du projet de loi.

- Présentation du projet de loi

En amont de la présentation du projet de loi, Madame la Ministre informe les membres de la Commission que la version du projet de loi approuvée par le Conseil de gouvernement ne correspond pas à celle déposée à la Chambre des Députés et communiquée au Conseil d'Etat. C'est pourquoi un corrigendum sera transmis prochainement à la Chambre.

Le projet de loi vise essentiellement à adapter le cadre légal aux nouveaux défis et à la réalité, suite à l'évolution des instituts culturels, au développement de leurs activités et de leurs missions.

Dans le contexte des travaux préparatoires du projet de loi, la question de la forme juridique des instituts culturels a été étudiée. Au cours des discussions menées avec les différents directeurs, ceux-ci n'ont toutefois pas manifesté le souhait d'adopter la forme d'un établissement public.

La réunion se poursuit par une présentation powerpoint (reprise en annexe) retraçant l'historique des instituts culturels, l'évolution des effectifs et des budgets, les objectifs et les principales modifications poursuivies par le projet de loi.

Echange de vues

De l'échange de vues subséquent, il y a lieu de retenir les éléments suivants :

- Au sujet de la nouvelle dénomination du Musée national d'archéologie, d'histoire et d'art, et de la décision de faire précéder l'histoire et l'art par l'archéologie, celle-ci peut s'expliquer par la part importante de l'archéologie dans les collections du musée.

- Parmi les missions du Musée national d'histoire naturelle (MNHN), redéfinies à l'article 10 du projet de loi, figure désormais la contribution à la conservation de la géodiversité. Or, cette mission est déjà actuellement exercée au sein du centre de recherche scientifique du MNHN. Outre le volet plus visible des expositions, les travaux de recherche représentent en effet un volet important des activités du MNHN.

Mme la Ministre propose aux membres de la Commission d'inviter au cours d'une prochaine réunion M. Patrick Michaely, le nouveau directeur du Musée national d'histoire naturelle (MNHN), et de planifier une visite du site de Walferdange.

- Le patrimoine immatériel tout comme le patrimoine mobilier restent pour le moment attachés au Ministère de la Culture. Les effectifs très réduits des services compétents ne justifient actuellement pas la création d'instituts culturels à part. Mais cette situation ne remet nullement en cause leur importance.

Il est proposé de poursuivre les discussions dès la publication de l'avis du Conseil d'Etat.

### **3. Présentation du plan de gestion concernant les éléments et patrimoine culturels faisant partie intégrante du Geopark Müllerthal (demande du groupe CSV du 22 avril 2022)**

Mme Octavie Modert indique que son groupe politique a demandé (par un courrier daté du 22 avril 2022) de recevoir des informations sur le plan de gestion concernant les éléments du patrimoine culturel faisant partie intégrante du Geopark Müllerthal qui vient d'être labellisé et admis récemment comme Unesco Global Geopark.

L'oratrice souhaite en outre connaître les éléments suivants :

- Pour quelles raisons la première candidature pour le programme des géoparcs mondiaux UNESCO n'a pas été retenue ?
- Quels sont les droits et obligations liés à ce label ?
- Combien de personnes travaillent pour le compte du géoparc ?
- Quelles sont les différentes collaborations mises en place ?

En réponse à ces questions, les éléments suivants sont précisés :

Les géoparcs mondiaux UNESCO sont des zones géographiques uniques et unifiées où les sites et les paysages d'importance géologique internationale sont gérés selon un concept holistique de protection, d'éducation et de développement durable. Un géoparc mondial UNESCO utilise son patrimoine géologique, en relation avec tous les autres aspects du patrimoine naturel et culturel de la zone, pour améliorer la sensibilisation et la compréhension des questions clés auxquelles la société est confrontée.

Pendant le processus, le site candidat doit faire face à une procédure de sélection sévère avec une visite d'experts internationaux. Ainsi, outre la valeur internationale de son patrimoine géologique, le site candidat doit être géré par un organisme ou une structure ayant une existence légale reconnue juridiquement par la législation nationale, et se prévaloir d'un plan de gestion complet clairement établi comprenant la gouvernance, le développement, la communication, la protection, l'infrastructure, les finances, et les questions de partenariat.

Le site candidat doit en outre avoir une visibilité auprès des visiteurs et de la population locale par le biais d'un site internet spécifique, de dépliants et d'une carte détaillée de la zone qui relie les sites géologiques et les autres sites de la zone.

Si le résultat est positif, la région reçoit le label UNESCO Global Geopark pour une période de quatre ans et devra faire face à une nouvelle évaluation tous les quatre ans.

Suite à l'échec de la première candidature, plusieurs instituts culturels ont été associés à l'élaboration de la nouvelle candidature. Il s'agit notamment du MNHN, de l'ancien Service des Sites et Monuments, devenu l'INPA (Institut national pour le patrimoine architectural) et de l'ancien CNRA, devenu l'INRA (Institut national de recherches archéologiques) qui sont également représentés au sein du Comité national géoparc, un comité scientifique qui a vocation à accompagner le développement du Natur- & Geopark Möllerdall (NGPM). Un ensemble de 71 acteurs culturels sont à l'heure actuelle partenaires du géoparc. Parmi eux figurent le Musée Tudor, le Trifolion, la villa romaine d'Echternach, ainsi que les amis des châteaux situés sur le territoire du géoparc et tant d'autres. Au niveau du patrimoine immatériel, l'accent est mis sur le savoir traditionnel avec les activités autour des vergers (« Bongerten »), les murs en pierres sèches (« Dréchemauern »), et le travail du cuir et du bois local. Il y a en outre des collaborations avec les sonneurs de trompes de chasse (« Haupeschbléiser ») et la procession dansante d'Echternach (« Sprangpréssessioun »). Parmi les initiatives plus spécifiques, on peut citer une exposition élaborée avec d'autres géoparcs qui font partie du réseau UNESCO, et à laquelle 31 pays ont contribué.

Le Geopark Möllerdall emploie une vingtaine de collaborateurs.

Si le Geopark Möllerdall relève principalement du Ministère de l'Aménagement du territoire, il y a des collaborations étroites avec d'autres ministères : Environnement, Culture, Tourisme, Intérieur, Agriculture.

#### **4. Explications sur les développements les plus récents quant à la gestion interne du Centre national de l'audiovisuel (demande du groupe politique CSV du 22 avril 2022)**

Le groupe politique CSV a demandé par ailleurs que les membres de la Commission reçoivent des explications sur les développements les plus récents quant à la gestion interne du Centre national de l'audiovisuel CNA.

Mme Octavie Modert évoque par ailleurs un article paru le jour même dans le quotidien « Tageblatt ».

Mme la Ministre, qui indique ne pas vouloir commenter l'article précité, donne les éléments d'explication suivants :

- Dans le cadre du processus de réorganisation du CNA, entamé il y a quelques années à des fins de modernisation de la structure, des consultants externes ont été mandatés.
- Cette procédure n'a pas pu aboutir, faute d'adhésion de la moitié de l'effectif du CNA.
- Le processus de modernisation a été arrêté et une médiation a été mise en place. Or, l'impartialité des médiateurs ayant été mise en cause par certains des employés du CNA, la médiation a échoué.
- Suite à l'échec de la médiation, une commission d'accompagnement a été instituée (par un règlement grand-ducal du 7 avril 2022) afin de conseiller et d'accompagner le CNA dans la gestion des missions qui lui sont confiées. Cette commission se compose de quatre représentants du Ministère de la Culture, d'un représentant du Ministère de la Fonction publique et d'un représentant du Ministère du Budget. Cette commission vient de commencer ses travaux.
- Actuellement, le CNA compte 53 collaborateurs. Certains postes sont à pourvoir.

**5. 7963    Projet de loi relatif aux commandes publiques d'oeuvres artistiques et portant modification de la loi modifiée du 8 avril 2018 sur les marchés publics**

Ce point est reporté à une réunion ultérieure

**6.           Divers**

Mme la Présidente propose d'inviter dans les mois prochains la nouvelle directrice du Mudam, Mme Bettina Steinbrügge.

Luxembourg, le 17 mai 2022

<p><b>Procès-verbal approuvé et certifié exact</b></p>
--

**Annexe :**

Présentation Powerpoint « Projet de loi n°7984 portant modification de la loi modifiée du 25 juin 2004 portant réorganisation des instituts culturels de l'État »



**Projet de loi n°7984 portant modification de la loi  
modifiée du 25 juin 2004 portant réorganisation  
des instituts culturels de l'État**

Chambre des Députés  
Commission de la Culture  
05/05/2022



LE GOUVERNEMENT  
DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG  
Ministère de la Culture



- Création des instituts culturels de l'État par la loi du 25 juin 2004 portant réorganisation des instituts culturels de l'État
- Missions : étude, conservation, recherche du patrimoine culturel
- Progression des effectifs, des missions et des budgets des instituts culturels (Capitale européenne de la culture 2007, intérêt croissant des publics,...)
- Loi du 25 février 2022 relative au patrimoine culturel : création d'un nouvel institut culturel de l'État (INRA) et adaptation des missions du INPA et INRA, intégration de la notion de collection publique

# 8 Instituts culturels de l'État

---

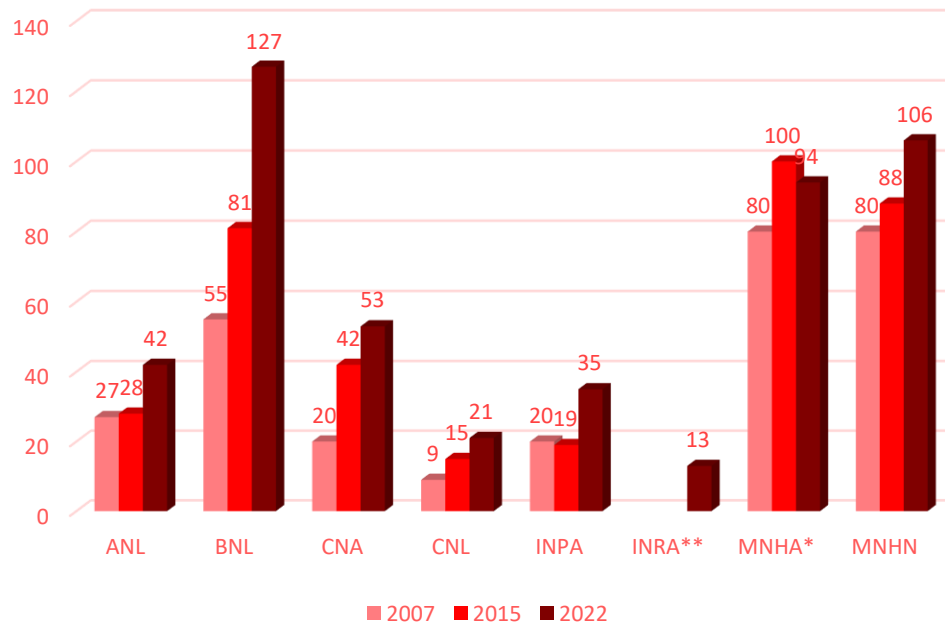


- Archives nationales
- Bibliothèque nationale du Luxembourg
- Centre national de l'audiovisuel
- Centre national de littérature
- Institut national de recherches archéologiques
- Institut national pour le patrimoine architectural
- Musée national d'archéologie, d'histoire et d'art
- Musée national d'histoire naturelle





## Évolution des effectifs des instituts culturels de l'État

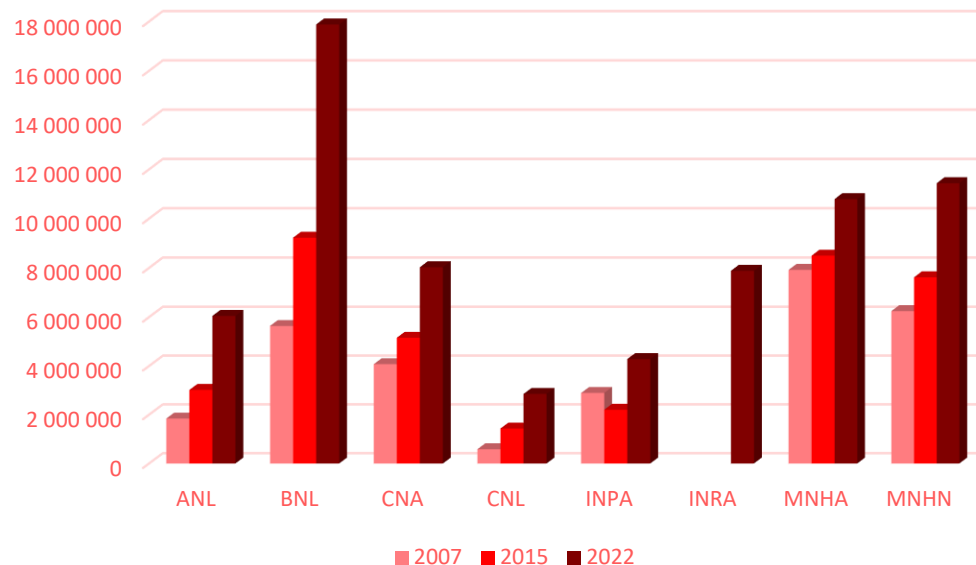


\* Y compris ancien Centre national de recherche archéologique (CNRA)

\*\* À partir de 2018 (rattaché au MNHA entre 2011 et 2022)



## Évolution des budgets des instituts culturels de l'État\*



\* Budget total (y compris frais de rémunération du personnel) hors frais d'investissement



- Prise en compte de l'**évolution** des instituts culturels de l'État
  
- Adaptation du **cadre légal** issu de la loi du 25 juin 2004 aux besoins actuels des instituts culturels au niveau:
  - ❖ de l'organisation
  - ❖ du fonctionnement interne
  - ❖ des missions
  - ❖ de la terminologie



- Mise à jour des **missions générales** des instituts culturels (art. 3 (1))
- Reconnaissance du rôle des instituts culturels en matière de **recherche** (art. 3 (3))
- Élaboration d'un **programme de travail** par chaque institut culturel (art. 3 (5))
- Possibilité de recrutement d'un à deux **directeurs adjoints** (art. 4)
- Faculté d'institution d'un **comité scientifique** composé d'experts nommés par le ministre sur avis du directeur (art. 5)



- Suppression de la présentation obsolète de l'**organisation interne** (remplacé par l'organigramme)
- Redéfinition et précision des **missions spécifiques** (BNL, CNA, CNL, MNAHA, MNHN)
- Introduction de la possibilité d'octroi du titre « **collaborateur scientifique** » aux collaborateurs bénévoles (art. 29)



- Adaptations d'ordre **terminologique** (Bibliothèque nationale du Luxembourg, Musée national d'archéologie, d'histoire et d'art)
- Précision des **sites** gérés par les instituts culturels
- **Intégration des RGD** relatifs au « Lëtzebuerger Konschtarchiv » et au Centre de documentation sur la forteresse de Luxembourg dans le texte de la loi (base légale)
- Adaptation du **dépôt légal** (« mis à disposition du public par quelque procédé que ce soit »)



**Projet de loi n°7963 relatif aux commandes  
publiques d'œuvres artistiques  
et portant modification de la loi modifiée du 8  
avril 2018  
sur les marchés publics**

Chambre des Députés  
Commission de la Culture  
05/05/2022



LE GOUVERNEMENT  
DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG  
Ministère de la Culture

- Valorisation de la **création artistique** au GD de Luxembourg
  - ❖ Adaptation du **cadre légal** issu de la loi du 30 juillet 1999 concernant a) le statut de l'artiste professionnel indépendant et l'intermittent du spectacle b) la promotion de la création artistique
- Intégration du régime des commandes publiques d'œuvres artistiques dans une **loi spéciale à part** (art. 10, L. 19/12/2014)
  - ❖ **Sensibilisation** accrue des acteurs publics (communes, ÉP,...)
  - ❖ Création d'une meilleure visibilité pour les œuvres artistiques réalisées auprès du grand public
- **Simplification** des procédures administratives et financières





- Précisions au niveau du champ d'application du « 1% artistique »
- ❖ Travaux visés : travaux de construction, d'**extension** et de **réhabilitation**
- ❖ Immeubles visés : immeubles destinés à **recevoir du public** autres que ceux ayant un usage **industriel, commercial ou purement technique** (avant: « immeubles à vocation culturelle, éducative, sociale, administrative ainsi que tous les immeubles destinés à recevoir des visiteurs »)
- Précisions par rapport aux frais inclus dans le pourcentage fixé par RGD (1% depuis 2014)
- Adaptation du montant maximal consacré à l'acquisition ou à la création d'œuvres artistiques (500.000 €) à l'évolution des prix de la construction



- Création de deux **organes consultatifs**
  - ❖ Commission de l'aménagement artistique (accompagnement et sensibilisation des intervenants)
  - ❖ Comité artistique (ancienne Commission de l'aménagement artistique, avis consultatif pour sélection des projets artistiques)
  
- Modification de la loi modifiée du 8 avril 2018 sur les **marchés publics**
  - ✓ Ouverture générale de la **procédure restreinte avec publication d'avis** aux marchés de commandes publiques d'œuvres artistiques (même en dessous du seuil minimal prévu à l'art. 19 (1))



**Claudia Passeri**

*That troublesome knot*, 2014

Installation murale en cuivre

Lieu : Lycée du Nord, Wiltz

Maître de l'ouvrage : Ministère de la Mobilité et  
des Travaux publics, Administration des  
bâtiments publics

Photo : Roger Wagner



**Christian Aschman**

*Une ombre imaginaire*, 2018

Intervention au sol

Lieu : Lycée technique de Lallange,  
Esch-sur-Alzette

Maître de l'ouvrage : Ministère de la Mobilité  
et des Travaux publics, Administration des  
bâtiments publics

Photo : Pierre Matgé



**Gery Oth**

*Wide*, 2018

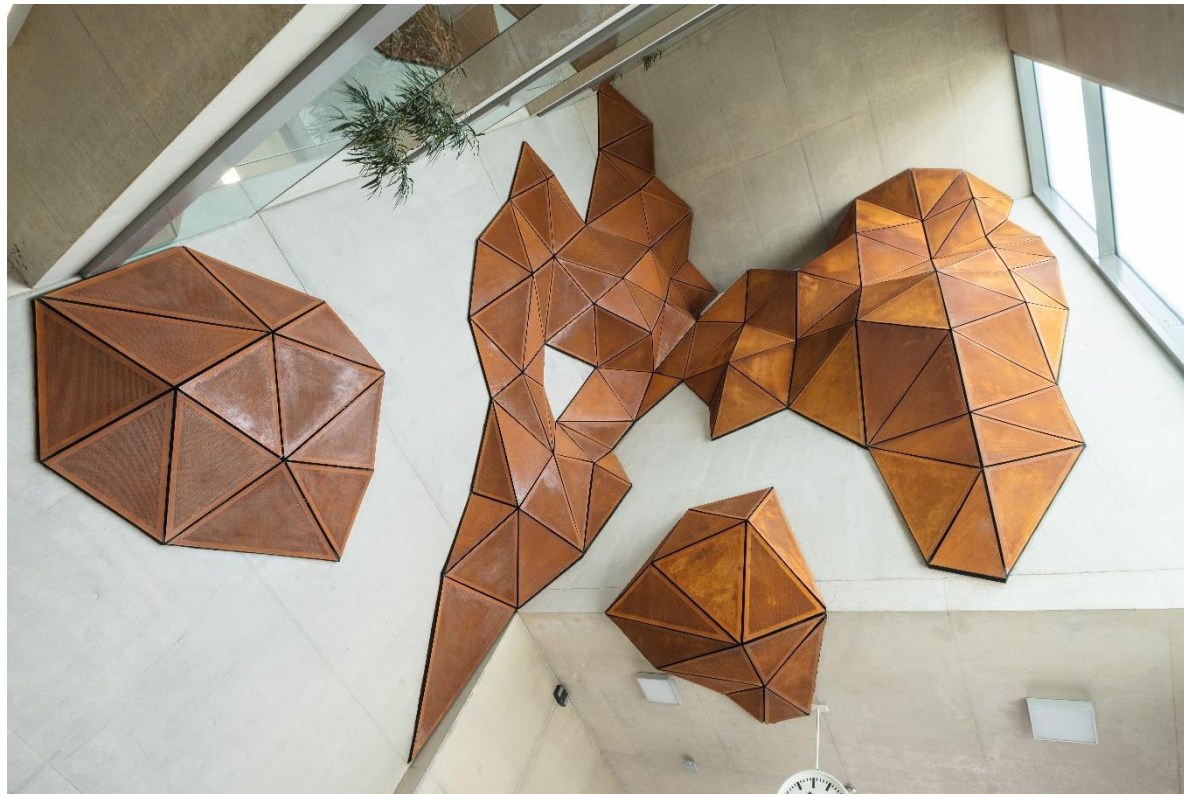
Photographies couleur

Lieu : Administration de la nature et des forêts, Diekirch

Maître de l'ouvrage : Ministère de la Mobilité et des Travaux publics, Administration des bâtiments publics

Photos : Gery Oth





**Serge Ecker**

*Redwall*, 2019

Installation murale en acier Corten

Lieu : Lycée Hubert Clément,  
Esch-sur-Alzette

Maître de l'ouvrage : Ministère de la Mobilité  
et des Travaux publics, Administration des  
bâtiments publics

Photo : Serge Ecker



**Netta Peltola**

*La Canopée*, 2019

Installation, structure en acier, verre  
teinté, assise en métal et  
contreplaqué

Lieu : Lycée Michel Lucius,  
Luxembourg

Maître de l'ouvrage : Ministère de la  
Mobilité et des Travaux publics,  
Administration des bâtiments publics  
Photos : Petros Vaxevanakis



**Paul Kirps**

*P2, 2019*

Fresque murale, acrylique sur béton

Lieu : Lycée Junglinster / Maître de l'ouvrage : Ministère de la Mobilité et des Travaux publics, Administration des bâtiments publics

Photos : Patty Neu

